



ECONOMIE GENERALE ET STATISTIQUE

2^{ème} Année sciences économiques



Élaboré Selon le cadre référentiel adapté : 2024

RESUMÉ DU PROGRAMME D'ECONOMIE GÉNÉRALE ET STATISTIQUE

1^{ERE} PARTIE : LES CONCEPTS ÉCONOMIQUES DE BASE

FICHE N°1 : LE MARCHÉ

Au sens concret :

Un marché est un lieu géographiquement bien déterminé où se rencontrent physiquement les offreurs et les demandeurs pour effectuer des opérations d'échange contre un prix.



Au sens abstrait :

Un marché est un lieu abstrait ; c.à.d. que les offreurs et les demandeurs communiquent, sans contact physique, pour effectuer des opérations d'échange à un certain prix

Les composantes du marché :

- ✚ **L'offre** : est la quantité de biens que les offreurs sont prêts à vendre à un prix donné. Cette quantité varie généralement dans le même sens que le prix (la loi de l'offre).
- ✚ **La demande** : est la quantité de biens que les demandeurs sont prêts à acheter à un certain prix. Cette quantité varie au sens inverse par rapport au prix (la loi de la demande).
- ✚ **Le prix** : c'est la valeur des biens exprimée en monnaie.

Caractéristiques du marché selon ses composantes

Marché de biens/services		
Offre	Demande	Prix
<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation, diminution ou stagnation de l'offre ou de la production • Quantité offerte ou produite • Nombre de producteurs ou d'offreurs • L'offre est régulière, périodique ou saisonnière. 	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation, diminution ou stagnation de la demande ou de la consommation. • Quantité demandée ou consommée. • Nombre de consommateurs ou de demandeurs. • Demande régulière, périodique ou saisonnière. 	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation, diminution ou stagnation du prix. • La valeur d'échange selon chaque type de marché
Marché de travail		
Population active	<ul style="list-style-type: none"> • Entreprises • Banques • ADM 	Rémunération
Marché monétaire (interbancaire)		
<ul style="list-style-type: none"> • BAM • Banques commerciales (Ayant un excédent de financement) 	<ul style="list-style-type: none"> • BAM • Banques commerciales (Ayant un besoin de financement) 	Taux d'intérêt interbancaire

RESUMÉ DU PROGRAMME D'ECONOMIE GÉNÉRALE ET STATISTIQUE

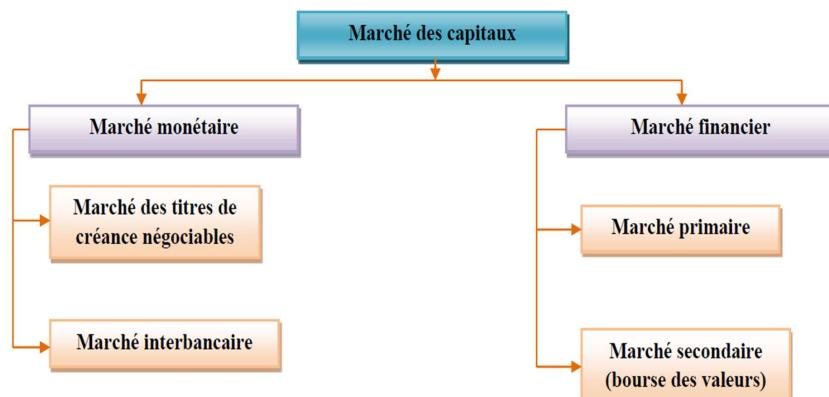
Marché monétaire (TCN)		
Banques (certificats de dépôts)	Les agents économiques	Cours des titres
Marché financier		
Entreprises	Investisseurs	Cours des actions
Marché de change		
Offreurs de devises (entreprises, banques...)	Demandeurs de devises (entreprises, ménages, banques...)	Taux de change

La loi de l'offre et de la demande :

- Lorsque la demande est supérieure à l'offre, le prix augmente : avec plus de demande, les offreurs poussent les prix à l'augmentation pour gagner plus (**Offre < Demande ➔ Augmentation des prix**).
- Lorsque l'offre dépasse la demande, le prix diminue, une offre abondante oblige les vendeurs à baisser le prix pour liquider (vendre) leurs biens (**Offre > Demande ➔ Diminution des prix**).

Types de marché selon l'objet

- ✚ **Marché des biens et services** : c'est le marché où s'effectue l'échange des biens et services marchands à un certain prix.
- ✚ **Marché du travail** : c'est le marché où s'effectue l'échange de la force du travail contre une rémunération.
- ✚ **Marché des capitaux** : c'est le marché où s'effectue l'échange de capitaux entre les agents économiques à besoin de financement et les agents économiques à capacité de financement.

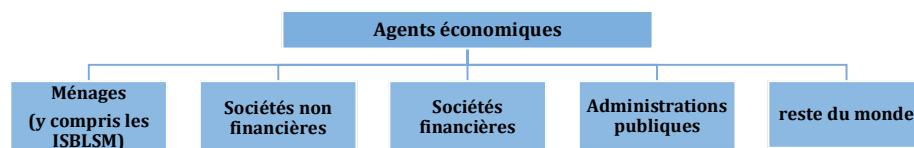


- ✚ **Le marché des changes** : c'est le marché où s'effectue l'échange des devises à un certain prix (taux de change ou cours de change).

FICHE N°2 : LE CIRCUIT ÉCONOMIQUE

Les agents économiques (secteurs institutionnels)

Les différents acteurs de la vie économique sont regroupés dans des ensembles qualifiés d'agents économiques. Ces « secteurs institutionnels » regroupent les unités ayant des comportements économiques similaires caractérisés par leur fonction principale et la nature de leur activité. On distingue **cinq secteurs institutionnels** :



Les opérations des agents économiques :

La comptabilité nationale distingue trois catégories d'opérations entre les agents économiques : les opérations sur biens et services, les opérations de répartition et les opérations financières.

Les opérations sur biens et services : Ce sont les opérations d'achats-vente des biens et services.

Les opérations répartition : ce sont les opérations de partage des revenus entre les agents économiques ayant participé ou non à la production.

Les opérations financières : ce sont les opérations d'échange des capitaux entre les agents économiques à capacité de financement et ceux qui souffrent d'un besoin de financement.

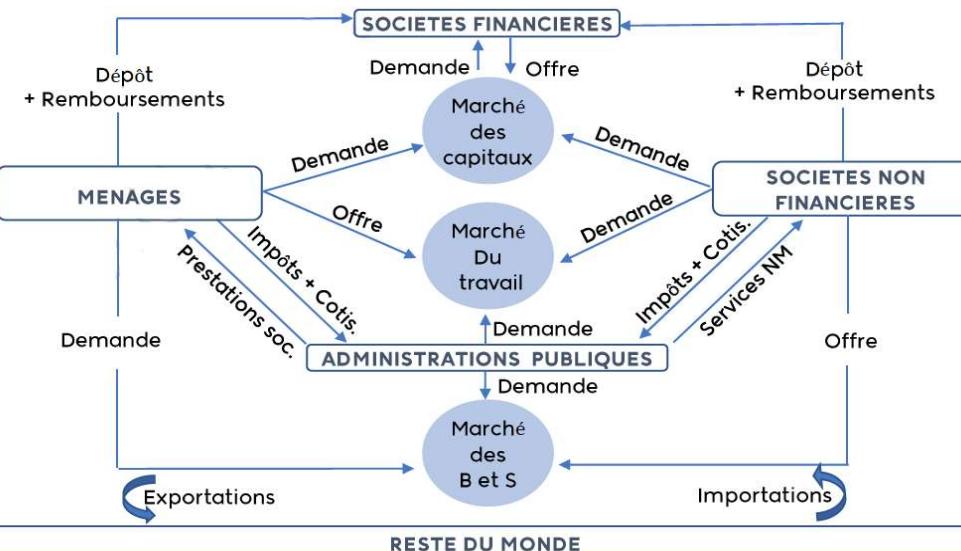
Les flux économiques

Les flux sont des mouvements de biens, de services ou de capitaux réalisés entre les agents économiques au moment de l'échange. On distingue :

Les flux physiques : Ce sont des mouvements d'échange de biens et services entre les agents économiques. Ils sont mesurés par des quantités physiques.

Les flux monétaires : Ce sont des mouvements d'échange de capitaux entre les agents économiques. On peut les définir aussi comme étant la contrepartie monétaire des flux physiques.

Élaboration d'un circuit économique élargi



L'équilibre Ressources-Emplois dans une économie :

Toutes les ressources mises à la disposition de l'économie pendant une période déterminée sont employées, d'où l'équilibre ressources – emplois

Emplois	Ressources
Consommation (CI et CF) Investissement (FBCF) Exportations Variations de stocks	Production Nationale Importations

D'où :

$$\text{Ressources} = \text{Emplois} \quad P + M = CI + CF + FBCF + \Delta S + ACOV + X$$

P : Production ; M : Importations

CI : Consommation intermédiaire

CF : Consommation finale

FBCF : Formation Brute du Capital Fixe

ΔS : variation de stocks

ACOV: Acquisitions nettes d'objets de valeurs

X : Exportations

RESUMÉ DU PROGRAMME D'ECONOMIE GÉNÉRALE ET STATISTIQUE

FICHE N°3 : LES AGRÉGATS DE LA COMPTABILITÉ NATIONALE

Les agrégats sont des grandeurs synthétiques qui mesurent les résultats de l'activité économique en termes de production et de revenu. Le plus utilisé est le produit intérieur brut (PIB) ; calculé à partir des valeurs ajoutées des entreprises. Selon le Haut-commissariat Au Plan (HCP) : « le produit intérieur brut(PIB) est le résultat synthétique de l'activité nationale de production. Il représente la richesse créée au cours de la période considérée sur le territoire économique du pays ».

Le PIB est déterminé selon le principe de la territorialité.

Principes de la comptabilité nationale :

- ⇒ **PIB à prix courant ou PIB en valeur** : Le PIB est mesuré au moyen des prix effectivement pratiqués pendant l'année étudiée (Par exemple, le PIB de 2019 est mesuré à prix courants signifie que l'on a utilisé les prix en vigueur en 2024 pour évaluer la *valeur du PIB*).
- ⇒ **Le PIB en volume ou PIB à prix constants** : selon le système de la comptabilité nationale marocaine c'est le PIB exprimé aux prix de l'année précédente (Par exemple, le PIB de 2024 est mesuré à prix constants signifie que l'on a utilisé les prix de l'année 2023 pour évaluer la *valeur du PIB en 2024*).
- ⇒ **La croissance économique annuelle** : Selon le système de la comptabilité nationale, elle constitue l'évolution en volume du PIB. Son taux correspond à la variation relative entre le PIB de l'année t, exprimé aux prix de l'année t-1, et le PIB de l'année t-1.

$$\text{Taux de croissance économique de l'année } t \text{ en \%} = \frac{\text{PIB}_t - \text{PIB}_{t-1}}{\text{PIB}_{t-1}} \times 100$$

Agrégats de la production :

Produit intérieur brut (PIB)	Optique production	PIB = VA aux prix de base + Impôts sur les produits nets de subventions (Avec : VA = VA agricole + VA non Agricole VA = VA marchande + VA non marchande VA = VA primaire + VA secondaire + VA tertiaire)
	Optique demande	PIB = Dépenses de CF + FBCF + Variation des stocks + ACOV + Exportations de biens et services – Importations de biens et services
	Optique revenu	PIB = rémunérations des salariés + Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut des entrepreneurs individuels + impôts nets des subventions sur les produits, sur la production et sur les importations

Agrégats de revenu :

Revenu national brut (RNB)	Revenu National Brut (RNB) = PIB + Revenus de la propriété nets en provenance de l'extérieur (Avec : <i>Revenus de la propriété nets en provenance de l'extérieur</i> = <i>Revenus de la propriété reçus de l'extérieur</i> – <i>Revenus de la propriété versés à l'extérieur</i>)
Revenu national brut disponible (RNBD)	Revenu National Brut Disponible (RNBD) = RNB + Transferts courants nets en provenance de l'extérieur (Avec : <i>Transferts courants nets en provenance de l'extérieur</i> = <i>Transferts courants reçus de l'extérieur</i> – <i>Transferts courants versés à l'extérieur</i>) RNBD = PIB + Revenus et transferts nets de l'extérieur (RTNE) RNBD = Dépenses de CF + Épargne Nationale Brute

RESUMÉ DU PROGRAMME D'ECONOMIE GÉNÉRALE ET STATISTIQUE

Agrégats de la dépense :

Dépenses de consommation finale (DCF)	Dépenses de CF = Consommation finale des ménages + Consommation finale des administrations publiques + Consommation finale des ISBL
Investissement national (IN)	Investissement national (IN) = FBC = FBCF + Variation des stocks+ ACOV
Demande intérieure (DI)	Demande intérieure (DI) = DCF + FBCF + Variation de stocks+ ACOV
Demande extérieure nette (DEN)	Demande extérieure nette (DEN) = Exportations de biens et services (X) – Importations de biens et services (M)
Demande globale (DG)	Demande Globale (DG) = Demande intérieure + Demande extérieure = DCF + FBCF + Variation de stocks +ACOV + (X - M) = PIB

Agrégats de l'épargne :

Épargne nationale brute (ENB)	L'épargne nationale brute (ENB) = RNBD – Dépenses de CF
Capacité ou besoin de financement	Capacité ou besoin de financement = ENB + transferts nets en capital – (FBCF + Variation de stocks +ACOV) = ENB + transferts nets en capital – Investissement national (IN)

Ratios économiques :

PIB par habitant	PIB par habitant = PIB / Population totale marocaine
RNBD par habitant	RNBD par habitant = RNBD / Population totale marocaine
Part des DCF dans le PIB	Part des DCF dans le PIB en % = (DCF / PIB) x 100
Taux d'investissement	Taux d'investissement en % = (IN / PIB) x 100 = (FBC/PIB) x 100
Taux d'épargne nationale	Taux d'épargne nationale en % = (ENB / PIB) x 100

$$\text{ Taux de variation en \% de } V \text{ en } t_1 \text{ par rapport à } t_0 = \frac{V_1 - V_0}{V_0} \times 100$$

$$\text{ Indice d'évolution base 100 en } t_0 = \frac{V_1}{V_0} \times 100$$

- Si l'indice est supérieur à 100, la grandeur V a augmenté.
- Si l'indice est égal à 100, la grandeur V est restée stable (les deux valeurs sont identiques)
- Si l'indice est inférieur à 100, la grandeur V a diminué.

Pour calculer le taux de variation d'une grandeur V entre la période t_0 et la période t_1 , on utilise la formule suivante :

$$\text{Taux de variation en \%} = \text{Indice simple} - 100$$

Les limites du PIB

Le calcul du PIB s'appuie sur la comptabilité nationale, donc sur ce qui est déclaré à l'Etat. De ce fait, il ne prend pas en compte :

- Le travail non rémunéré, (le travail domestique, le bénévolat, ce que l'on produit pour soi-même (son verger, son potager,...),
- La production encaissée en liquide et non déclarée,
- Le travail "au noir", les activités illégales,
- Les dégâts causés à l'environnement,
- L'épuisement des richesses naturelles...
- Le PIB ignore aussi ce qui est qualitatif, comme le bien-être, les loisirs, la sécurité, le niveau d'éducation, la liberté...

RESUMÉ DU PROGRAMME D'ECONOMIE GÉNÉRALE ET STATISTIQUE

Lecture des agrégats :

Agrégat	Lecture (Année = 2024 ; Pays = Maroc)
Produit intérieur brut (PIB)	Au Maroc, en 2024, la richesse créée par tous les agents économiques résidents sur le territoire national a atteint ...
Dépenses de consommation finale (DCF)	Au Maroc, en 2024, les dépenses des ménages, des administrations publiques et des ISBL en biens de consommation finale s'élèvent à ...
Formation brute de capital fixe (FBCF)	Au Maroc, en 2024 les dépenses en biens de production durable s'élèvent à ...
Variation des stocks (ΔS)	Si : $\Delta S > 0 \rightarrow$ Au Maroc, en 2024, le stockage des biens dans l'économie marocaine s'élève à ... Si : $\Delta S < 0 \rightarrow$ Au Maroc, en 2024, le déstockage des biens dans l'économie marocaine s'élève à ...
Exportations de biens et services (X _{as})	Au Maroc, en 2024, les ventes des agents économiques résidents de biens et services aux agents non-résidents s'élèvent à ...
Importations de biens et services (M _{bs})	Au Maroc, en 2024 les achats des agents économiques résidents de biens et services auprès des agents non-résidents s'élèvent à ...
Investissement national (IN)	Au Maroc, en 2024, les dépenses globales d'investissement (Biens de production durable et stocks) s'élèvent à ...
Demande intérieure (DI)	Au Maroc, en 2024, les dépenses globales des agents économiques résidents s'élèvent à ...
Demande extérieure nette (DEN)	Si : $DEN > 0 \rightarrow$ (Excédent commercial de biens et services) Au Maroc, en 2024, l'excédent de la balance commerciale s'élève à ... Si : $DEN < 0 \rightarrow$ (Déficit commercial de biens et services) Au Maroc, en 2024, le déficit de la balance commerciale s'élève à ...
Revenus de propriété nets de l'extérieur (RPNE)	Si : $RPNE > 0$ Au Maroc, en 2024, l'excédent des revenus de la propriété nets reçus de l'extérieur s'élève à ... Si : $RPNE < 0$ Au Maroc, en 2024, le déficit des revenus de la propriété nets reçus de l'extérieur s'élève à ...
Revenu national brut (RNB)	Au Maroc, en 2024, le revenu primaire global au Maroc s'élève à ...
Transferts courants nets de l'extérieur (TCNE)	Si : $TCNE > 0$ Au Maroc, en 2024, l'excédent des transferts courants nets reçus de l'extérieur s'élève à ... Si : $TCNE < 0$ Au Maroc, en 2024, le déficit des transferts courants nets reçus de l'extérieur s'élève à ...
Revenu national brut disponible (RNBD)	Au Maroc, en 2024, le revenu global s'élève à ...
Épargne national brute (ENB)	Au Maroc, en 2024, l'épargne globale des agents économiques résidents s'élève à ...
Capacité ou besoin de financement	Si : Capacité ou besoin de financement $> 0 \rightarrow$ Au Maroc, en 2024, la capacité de financement de l'économie marocaine s'élève à ... Si : Capacité ou besoin de financement $< 0 \rightarrow$ Au Maroc, en 2024, le besoin de financement de l'économie marocaine s'élève à ...
Part des DCF dans le PIB	Au Maroc, en 2024, les dépenses de consommation finale des agents économiques résidents représentent ... % de la richesse créée par l'économie marocaine.
Taux d'investissement	Au Maroc, en 2024, les dépenses d'investissement des agents économiques résidents représentent ... % de la richesse créée par l'économie marocaine.
Taux d'épargne nationale	Au Maroc, en 2024, l'épargne nationale des agents économiques résidents représente ... % de la richesse créée par l'économie marocaine.
PIB par habitant	Au Maroc, en 2024, la richesse moyenne créée par chaque habitant s'élève à ...
RNBD par habitant	Au Maroc, en 2024, le revenu moyen par chaque habitant s'élève à ...

RESUMÉ DU PROGRAMME D'ECONOMIE GÉNÉRALE ET STATISTIQUE

2ÈME PARTIE : L'INTERVENTION DE L'ETAT

FICHE N°1 : L'INSUFFISANCE DE LA RÉGULATION PAR LE MARCHÉ

La régulation par le marché :

La régulation par le marché est un ensemble de mécanismes qui assurent l'équilibre sur le marché. Les variations des prix générées par la confrontation des offres et des demandes constituent des informations pour les producteurs et les consommateurs. Selon les évolutions à la baisse ou à la hausse, les agents modifient leur comportement et le système économique tout entier s'adapte pour atteindre automatiquement l'équilibre sur tous les marchés. **La régulation par le marché est donc celle qui résulte de la confrontation de l'offre et la demande.**

Les régimes théoriques :

➤ Concurrence pure et parfaite (C.P.P.)

Conditions	Explications
Atomicité de l'offre et de la demande	Multitude d'acheteurs et de demandeurs Aucun d'eux ne peut influencer les prix du marché
L'homogénéité du produit	Les produits offerts sur le marché ont des caractéristiques identiques de telle sorte que la concurrence ne peut porter que sur les prix.
Transparence du marché	Information totale et complète sur les composantes du marché L'information ne peut avantager aucun concurrent.
Mobilité des facteurs de production	Liberté de circulation des facteurs de production sur le marché. Travail et capital se dirigent librement vers les emplois les mieux rémunérés
Fluidité du marché	Libre entrée et sortie du marché sans obstacle réglementaires techniques ou financiers

➤ Formules de calcul et lecture des différents éléments :

Élément	Formule de calcul	Lecture
Cout moyen (CM)	$CM = \frac{\text{Coût total (CT)}}{\text{Quantité (Q)}}$	Pour un niveau de production de ... unités, chaque unité produite coûte en moyenne ...
Coût marginal (Cm)	$Cm = \frac{\Delta CT}{\Delta Q}$	La dernière unité produite par l'entreprise a coûté ...
Recette totale (RT)	$RT = Rm \times Q$ $= Prix \times Q$	Le chiffre d'affaires réalisé par la vente de ... unités est de ...
Recette marginale (Rm)	$Rm = \frac{\Delta RT}{\Delta Q}$	La dernière unité vendue a apporté une recette de ... DH
Profit total (PT)	$PT = RT - CT$ $= Q \times (RM - CM)$	Le profit (ou la perte) réalisé(e) par la vente de ... unités est de ...
Profit marginal (Pm)	$Pm = \frac{\Delta PT}{\Delta Q}$	La dernière unité vendue a apporté un profit (ou une perte) de ... DH

➤ L'équilibre sur le marché de concurrence pure et parfaite :

Dans le marché de C.P.P., le prix de marché s'impose à tous les offreurs. On dit que les entreprises sont des « **preneuses de prix** ». Une entreprise, dans un marché de C.P.P. maximise son profit lorsque le prix de marché (recette moyenne) est égal au coût marginal, égal à son tour à la recette marginale. **Coût marginal = Prix de marché = Recette marginale**

RESUMÉ DU PROGRAMME D'ECONOMIE GÉNÉRALE ET STATISTIQUE

Le régime de monopole :

Le monopole désigne une situation dans laquelle un offreur est seul à vendre un produit ou un service donné à une multitude d'acheteurs. Il existe plusieurs origines de la situation du monopole :

- ✓ Monopole naturel : La concurrence entre les entreprises faisant disparaître celles les moins performantes crée une situation de monopole ;
- ✓ Monopole d'innovation : situation créée par une entreprise qui met sur le marché une invention ou innovation et se trouve donc seule en face d'une multitude d'acheteurs.
- ✓ Monopole légal : Entreprise seule sur le marché, car il existe des textes de lois qui interdisent l'entrée de nouvelles entreprises.

L'équilibre sur le marché du monopole

Dans un marché de monopole, l'entreprise est « **faiseuse de prix** ». Le prix qui maximise le profit de l'entreprise, en situation de monopole, doit vérifier la condition suivante : **Coût marginal = Recette marginale**

Les régimes réels

L'oligopole

Situation de concurrence imparfaite dans laquelle un petit nombre de vendeurs font face à une multitude d'acheteurs. Il se caractérise par :

- Les entreprises dominantes ont le pouvoir d'établir leur prix
- Existence de barrières économiques ou technologiques à l'entrée
- Utilisation de différentes formes de concurrence autres que les prix

Les vendeurs peuvent :

- Soit s'entendre : Accord passé entre plusieurs entreprises dans le but de fausser le libre jeu de la concurrence (partage du marché, actions contre un concurrent, etc.). C'est l'**oligopole de paix**
- Soit être en rivalité : c'est l'**oligopole de guerre**, qui peut aboutir à une guerre des prix qui peut arriver des fois jusqu'au Dumping (vendre des produits au-dessous de leur coût de fabrication)

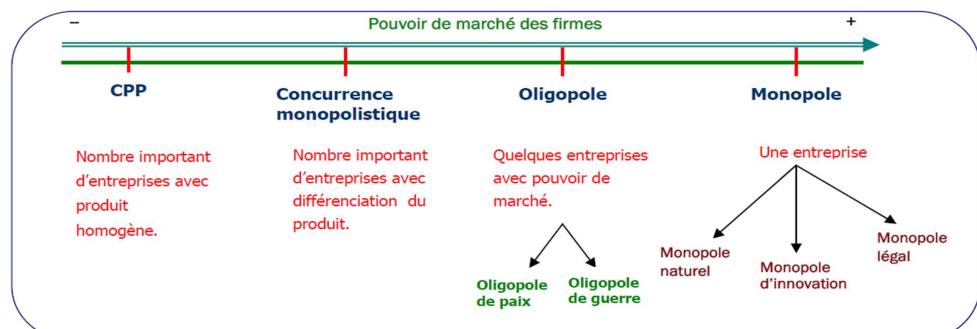
La concurrence monopolistique

La concurrence monopolistique est une situation où il y a un grand nombre de vendeurs, chacun se trouvant en situation de monopole pour son produit du fait de ses caractéristiques, qui le différencient des produits concurrents.

C'est une situation dans laquelle il y a :

- Un grand nombre d'entreprises ;
- Une libre entrée sur le marché ;
- Une différenciation des produits.

Récapitulation :



RESUMÉ DU PROGRAMME D'ECONOMIE GÉNÉRALE ET STATISTIQUE

FICHE N°2 : LES DISFONCTIONNEMENTS DU MARCHÉ DES BIENS ET SERVICES : CAS DE L'INFLATION

Mesure de l'inflation :

Les indices synthétiques

L'indice synthétique, est à la différence de l'indice simple, permet de suivre l'évolution globale de plusieurs variables à la fois.

Indice synthétique	Formule	Utilité
Laspeyres	Prix $L_P = \frac{\sum P_1 \times Q_0}{\sum P_0 \times Q_0} \times 100$	Cet indice permet de mesurer l'évolution des prix entre deux périodes en les pondérant par les quantités de l'année de base.
	Quantités $L_Q = \frac{\sum Q_1 \times P_0}{\sum Q_0 \times P_0} \times 100$	Cet indice permet de mesurer l'évolution des quantités consommées entre deux périodes en les pondérant par les prix de l'année de base.
Pasche	Prix $P_P = \frac{\sum P_1 \times Q_1}{\sum P_0 \times Q_1} \times 100$	Cet indice permet de mesurer l'évolution des prix entre deux périodes en les pondérant par les quantités de l'année actuelle.
	Quantités $P_Q = \frac{\sum Q_1 \times P_1}{\sum Q_0 \times P_1} \times 100$	Cet indice permet de mesurer l'évolution des quantités consommées entre deux périodes en les pondérant par les prix de l'année actuelle.

L'indice des prix à la consommation :

L'indice des prix à la consommation **IPC** (base 100 : 2017) mesure l'évolution des prix moyens des biens de consommation finale. La pondération pratiquée est celle de LASPEYRES d'une année de base (**base 2017 pour le Maroc**).

$$\text{IPC de l'année } n = (\text{IPC}_{\text{produits alimentaires}} \times \text{Coefficient des PA}) + (\text{IPC}_{\text{produits non alimentaires}} \times \text{Coefficient des PNA})$$

- **Lecture :** Au Maroc, les prix à la consommation ont augmenté en moyenne de% en (Année N) par rapport à l'année de base 2017

Le taux d'inflation :

L'inflation est calculée à partir de l'indice des prix à la consommation de deux périodes :

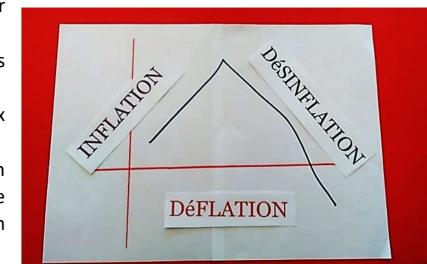
$$\text{Taux d'inflation en l'année } n = \frac{\text{IPC}_n - \text{IPC}_{n-1}}{\text{IPC}_{n-1}} \times 100$$

- **Lecture :** Au Maroc, le niveau général des prix à la consommation a augmenté de% en (Année N) par rapport à l'année (Année N-1)

L'inflation :

Définitions :

- **L'inflation :** désigne une augmentation **durable**, **généralisée**, et **auto-entretenue** des prix des biens et des services. Si le taux d'inflation est intérieur à 2 on parle de stabilité des prix.
- **L'inflation sous-jacente :** c'est l'inflation calculée sans tenir compte des prix des produits volatiles et subventionnés.
- **La désinflation :** Baisse du taux d'inflation qui reste toujours positif.
- **La déflation :** la baisse continue du niveau général des prix (taux d'inflation négatif).
- **La stagflation :** correspond à la conjonction d'un ralentissement de l'activité économique (Faible ou baisse de la croissance économique) et d'une forte inflation (Stagnation du PIB + Inflation).



RESUMÉ DU PROGRAMME D'ECONOMIE GÉNÉRALE ET STATISTIQUE

Les causes de l'inflation :

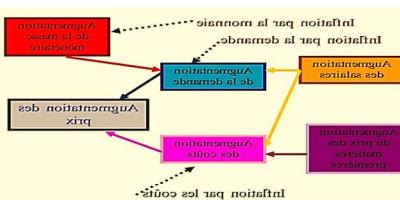
- **Inflation par la monnaie**: Une augmentation de la masse monétaire en circulation plus importante que celle du PIB entraîne une augmentation des prix.(théorie quantitative de la monnaie)
- **Inflation par la demande**: Housse des prix liée à un déséquilibre entre l'importance de la demande et la faiblesse de l'offre des biens
- **Inflation par les coûts**: Housse des prix liée à l'accroissement des coûts de production (salaires, prix de MP ...) pousse l'entreprise à répercuter la hausse sur les prix de vente.

Les conséquences de l'inflation :

Conséquences économiques	Conséquences sociales
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Dépréciation de la valeur de la monnaie ; ✓ Réduction des exportations car les produits nationaux deviennent plus chers et moins compétitifs ; ✓ Augmentation des importations car les prix des produits importés sont plus compétitifs sur le marché national ; ✓ Décuragement de l'épargne ; ✓ Augmentation des recettes fiscales ; ✓ Pénalisation des créanciers et favorisation des débiteurs (Allégement des dettes et des emprunts). 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Baisse du pouvoir d'achat : l'inflation cause la diminution du pouvoir d'achat des titulaires de revenus fixes (salaires, loyers) et favorise les titulaires des revenus variables (profits et dividendes) ; ✓ Endettement des ménages (pour couvrir leurs dépenses de consommation).

Comparaison entre la théorie libérale et la théorie Keynésienne

Théorie économique	Théorie libérale	Théorie Keynésienne
Auteurs de la théorie	<ul style="list-style-type: none"> • Les classiques et les néoclassiques • Les monétaristes (Milton Friedmann) 	• John Maynard Keynes
Type de régulation	• Régulation par le marché	Régulation par l'État
Principe	<ul style="list-style-type: none"> • Les marchés se régulent automatiquement grâce à la loi de l'offre et de la demande ; • L'État ne doit pas intervenir sur le marché et doit se contenter des fonctions régaliennes (Armée, police et justice) → État-gendarme. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les marchés ne peuvent se réguler toujours automatiquement ; • L'État doit intervenir pour lutter contre les dysfonctionnements des marchés (Inflation, chômage, relancer la croissance économique ...) • → État-providence.
Causes	<ul style="list-style-type: none"> • L'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire ; • Théorie quantitative de la monnaie : une hausse de la quantité de monnaie en circulation supérieure au volume de la production (PIB) conduit à l'inflation : $M \times V = P \times T$ 	<ul style="list-style-type: none"> • L'origine de l'inflation s'explique, selon Keynes, par la loi de l'offre et de la demande sur le marché des biens et services (Biens et services trop demandés sur le marché).
Solutions	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôle de la masse monétaire ; • Politique monétaire ou budgétaire de rigueur et d'austérité ... 	<ul style="list-style-type: none"> • L'inflation n'a jamais été considérée comme un dysfonctionnement économique pour Keynes ; • L'inflation est une conséquence naturelle de la relance de l'économie et de la réduction du chômage ...



RESUMÉ DU PROGRAMME D'ECONOMIE GÉNÉRALE ET STATISTIQUE

FICHE N°2 : LES DISFONCTIONNEMENTS DU MARCHÉ DES BIENS ET SERVICES : CAS DU CHÔMAGE

Définitions :

Définition de chômage :

Le chômage est un déséquilibre du marché du travail résultant de l'excès de l'offre du travail sur la demande du travail.

Définition de chômeur :

Qu'est ce qu'un chômeur ?



Au sens du haut-commissariat au plan (HCP) : Le chômeur est toute personne âgée de 15 ans et plus, qui n'a pas une activité professionnelle et qui cherche un emploi.



Au sens du bureau international du travail (BIT) : Le chômeur est toute personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui se trouve sans travail(toute activité est exclue), disponible pour travailler suivant toute proposition d'emploi et qui recherche activement un emploi.

Mesure du chômage :

Le taux de chômage : renseigne sur le déséquilibre entre l'offre et la demande d'emploi. Il exprime la part de la population dépourvue d'un emploi, mais qui cherche un travail, parmi la population en âge d'activité.

$$\text{Taux de chômage} = \frac{\text{Population active en chômage}}{\text{Population active âgée de 15 ans et plus}} \times 100$$

Lecture : % de la population active âgée de 15 ans et plus est en chômage en 2024

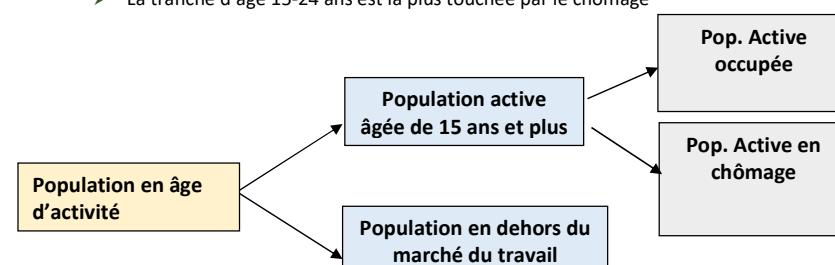
Le taux d'activité : indique la part des personnes actives dans la population totale.

$$\text{Taux d'activité} = \frac{\text{Population active âgée de 15 ans et plus}}{\text{Population en âge d'activité âgée de 15 ans et plus}} \times 100$$

Lecture : .. % de la population en âge d'activité sont des actifs en 2024

Caractéristiques du chômage au Maroc :

- Les diplômés sont plus touchés par le chômage que les non diplômés
- Le chômage est surtout de longue durée (ou structurel)
- Le chômage touche plus le milieu urbain que le milieu rural.
- Les femmes sont plus touchées par le chômage que les hommes.
- La tranche d'âge 15-24 ans est la plus touchée par le chômage



RESUMÉ DU PROGRAMME D'ECONOMIE GÉNÉRALE ET STATISTIQUE

Causes du chômage :

	L'approche néoclassique	L'approche Keynésienne
Hypothèses	<ul style="list-style-type: none"> ✚ L'économie est en situation de plein emploi ✚ Raisonnement à long terme ✚ Le chômage est volontaire 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ L'économie est en situation de sous-emploi ✚ Raisonnement à court terme ✚ Le chômage est involontaire
Causes	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Rigidité institutionnelles qui empêchent le fonctionnement normal du marché du travail : existence des syndicats, le droit du travail (salaire minimum, indemnité de licenciement, Indemnisation du chômage.....) ✚ Bref, le chômage existe car il existe des limitations à la flexibilité des salaires. 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ l'insuffisance de la demande des biens et services ✚ la baisse des salaires nominaux ne réduit pas le chômage et n'est pas souhaitable car elle va réduire la demande ✚ Bref, la flexibilité des salaires ne peut pas réduire le chômage c'est la demande effective qui peut stimuler l'activité et donner la création d'emploi

Le chômage peut aussi être lié à des causes économiques, sociales, démographiques ou commerciales :

- État de la conjoncture (situation économique) nationale et internationale : récession, crise, ...
- Substitution du capital au travail (automatisation, progrès techniques ...);
- L'accroissement de la population active (pression démographique) ;
- Les délocalisations (lorsqu'une entreprise transfère une partie de ses activités vers un autre pays) ;
- L'inadéquation entre les formations proposées par les universités et les emplois sur le marché de travail ;
- La faible mobilité géographique de la main d'œuvre ...

Les formes du chômage

La situation des chômeurs est très différente suivant le type de chômage qui les touche. On distingue **4 formes de chômage différentes** :

- ✚ Le chômage conjoncturel : c'est un **chômage temporaire** (durée < 1 an) lié à une baisse ponctuelle de l'activité économique
- ✚ Le chômage structurel : c'est l'**absence durable d'emplois** (durée > 1 an) sur le marché du travail.
- ✚ Le chômage frictionnel : c'est le **temps que va mettre une personne pour retrouver un nouvel emploi** (période intermédiaire entre deux emplois).
- ✚ Le chômage technologique : c'est le **chômage généré par une plus grande utilisation du capital technique** dans le processus productif (robotisation dans l'industrie automobile par exemple).

Les conséquences du chômage

Sur le plan individuel	Sur le plan socio-économique
<ul style="list-style-type: none"> ● Perte de revenu ; ● Pauvreté et exclusion sociale ; ● Endettement ; ● Détérioration de la santé du chômeur ... 	<ul style="list-style-type: none"> ● Perte de pouvoir d'achat, donc une baisse de la demande ; ● Coût du chômage : aides et indemnisation ; ● Criminalité et délinquance ...

RESUMÉ DU PROGRAMME D'ECONOMIE GÉNÉRALE ET STATISTIQUE

FICHE N°3 : LES INSTRUMENTS DE L'INTERVENTION DE L'ETAT LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Notion de la politique économique

Les politiques économiques sont mises en place par les États afin de lutter contre les dysfonctionnements de l'économie de marché (chômage, inflation ...)



- ✚ **La régulation par l'État**: est l'intervention de l'Etat pour corriger les dysfonctionnements du marché et remédier aux limites de la conception libérale (**régulation par le marché**).

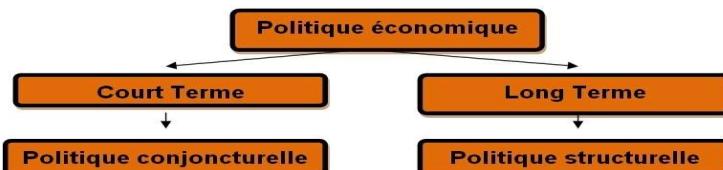
- ✚ **Les fonctions de l'Etat providence** :

- Une fonction d'allocation des ressources (production non marchande et politique structurelle)
- Une fonction de redistribution des revenus (prélèvements et réaffectations)
- Une fonction de stabilisation de la conjoncture (croissance équilibrée et lutte contre l'inflation et le chômage par la politique conjoncturelle). On parle aussi d'une fonction de régulation.

Définition de la politique économique

« La politique économique désigne un ensemble de décisions prises par les pouvoirs publics afin d'atteindre, grâce à l'utilisation de divers instruments, certains objectifs concernant la situation économique » (*Dictionnaire d'Economie et des sciences sociales*, Hatier 2002)

- ✚ Types de politiques économiques :



- **Politique économique conjoncturelle** : C'est ensemble des actions prises par l'Etat et visant à modifier les fluctuations de l'activité économique à **court terme** (**politique budgétaire et monétaire**).
- **Politique économique structurelle** : C'est l'action de l'Etat et ses objectifs recherchés concernant la situation économique à **long terme**. Elle porte sur les composantes fondamentales du système économique qui sont plus longues à mettre en œuvre mais agissent durablement sur les équilibres à long terme (**politique industrielle, politique agricole,...**).

Les objectifs de la politique économique conjoncturelle «Le Carré magique»

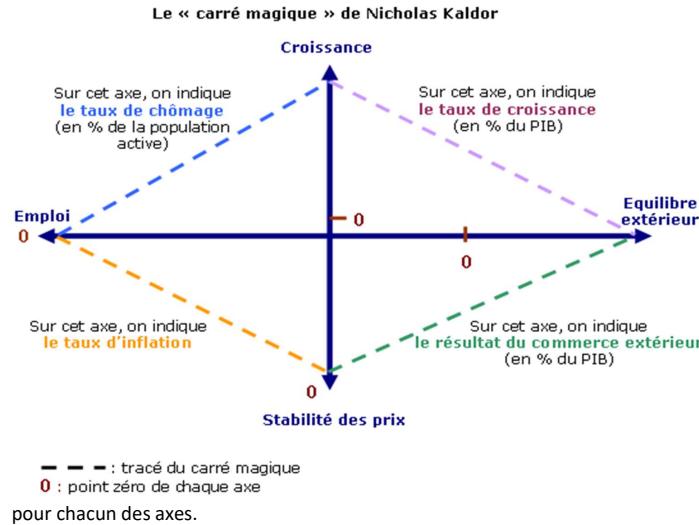
Le Carré magique élaboré par l'économiste Nicholas Kaldor est une représentation graphique des **quatre grands objectifs macroéconomiques** des politiques économiques conjoncturelles menées par l'Etat à savoir :

- **La croissance économique** mesurée à partir du taux de croissance du PIB (Produit Intérieur Brut) entre deux années successives (Améliorer le taux de croissance économique) ;
- **Le plein emploi** évalué par le taux de chômage (Réduire et lutter contre le chômage) ;
- **La stabilité des prix** mesurée par le taux d'inflation (Assurer la stabilité des prix ou lutter contre l'inflation) ;
- **L'équilibre extérieur** évalué par le solde de la balance des transactions courantes en % du PIB : [(exportations - importations) / PIB] x 100 (Assurer une balance extérieure excédentaire).

RESUMÉ DU PROGRAMME D'ECONOMIE GÉNÉRALE ET STATISTIQUE

► Le carré magique de Nicholas Kaldor : Élaboration et interprétation

La représentation graphique de ces quatre objectifs est appelée « **carré magique** » :



Le **carré magique** (tracé en pointillé) représente la situation idéale pour une économie : un taux de croissance le plus élevé possible ; un commerce extérieur excédentaire ; une situation proche du plein emploi (taux de chômage proche de zéro) et un taux d'inflation le plus faible possible (taux proche de zéro).

Remarque : pour le tracé du « Carré magique » d'un pays, il convient de prendre des échelles différentes

► Limites du Carré magique :

➤ Incompatibilité des objectifs :

<u>Objectifs compatibles</u>	<u>Objectifs incompatibles</u>
<ul style="list-style-type: none"> - La croissance économique entraîne la création d'emplois, ce qui réduit le chômage ; $\uparrow \text{Croissance} \rightarrow \downarrow \text{Chômage}$ - La maîtrise de l'inflation encourage les exportations vers le reste du monde ce qui réduit le déficit extérieur. $\downarrow \text{Inflation} \rightarrow \uparrow \text{Solde extérieur}$ 	<ul style="list-style-type: none"> - La diminution des prix (maîtrise de l'inflation) décourage les producteurs, réduit la croissance et donc augmente le chômage. $\downarrow \text{Inflation} \rightarrow \downarrow \text{Croissance} \rightarrow \uparrow \text{Chômage}$ - Un taux de croissance économique élevé entraîne une augmentation de la demande et donc augmente le niveau des prix (inflation). $\uparrow \text{Croissance} \rightarrow \uparrow \text{Inflation}$ - La baisse du chômage augmente la demande donc contribue à l'augmentation des prix (inflation). $\downarrow \text{Chômage} \rightarrow \uparrow \text{Inflation}$

➤ Il n'y a pas que ces 4 objectifs pour apprécier la situation économique d'un pays :

Le Carré magique ne prend pas en considération l'inégalité de la répartition des richesses et la pauvreté des couches sociales défavorisées.

RESUMÉ DU PROGRAMME D'ECONOMIE GÉNÉRALE ET STATISTIQUE

FICHE N°4 : LES INSTRUMENTS DE L'INTERVENTION DE L'ETAT LA POLITIQUE MONÉTAIRE

La monnaie, les agrégats et les contreparties monétaires

► La monnaie :

La monnaie est constituée de l'ensemble des moyens de paiement dont disposent les agents économiques pour régler leurs transactions. C'est un bien d'échange généralement accepté dans une économie donnée.

Fonctions de la monnaie

mesure de la valeur	moyen d'échange	instrument de réserve
Elle permet de mesurer la valeur des biens	Elle permet de régler les achats et les dettes	Elle préserve le pouvoir d'achat pour des dépenses ultérieures

► Formes actuelles :

Formes de la monnaie

Circulation fiduciaire

Monnaie scripturale

Monnaie divisionnaire

Billets de banque

Dépôts à vue auprès de BAM

Dépôts à vue auprès des banques

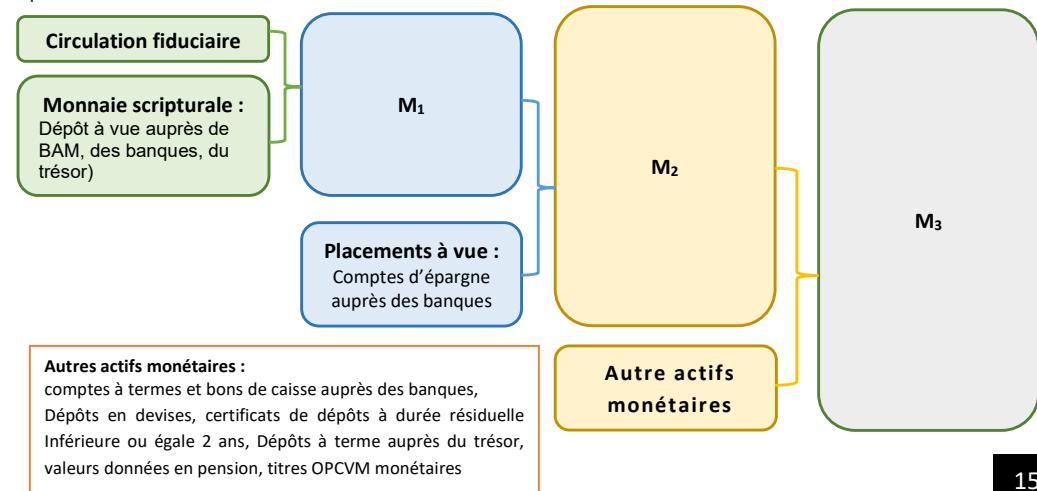
Dépôts à vue auprès du Trésor

- **Monnaie fiduciaire** : il s'agit des billets de banque et de la monnaie divisionnaire (métallique)
- **Monnaie scripturale** : il s'agit de l'ensemble des dépôts à vue détenus par les agents économiques et permet des règlements effectués par de simples jeux d'écritures.

► Les agrégats monétaires (M1, M2 et M3) :

La masse monétaire est la quantité de monnaie sous toutes ses formes détenues par les agents économiques non financiers résidents sur un territoire.

Les agrégats monétaires sont des indicateurs qui regroupent l'ensemble des actifs monétaires selon leur degré de liquidité.



RESUMÉ DU PROGRAMME D'ECONOMIE GÉNÉRALE ET STATISTIQUE

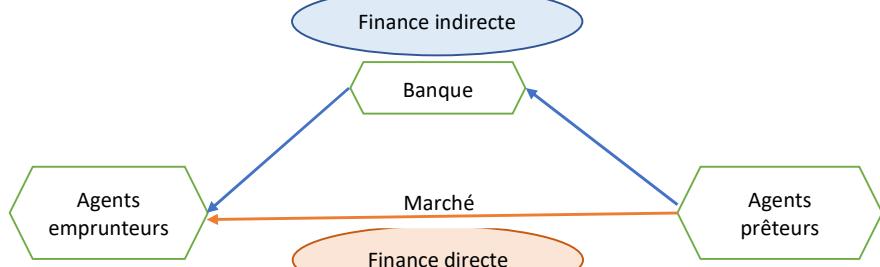
Les contreparties de la masse monétaire :

Les contreparties de la masse monétaire représentent les sources de la création monétaire. Cette dernière se réalise par trois voies principales :

- **Créances nettes ID (Institutions de Dépôts) sur les non-résidents** (Avoirs officiels de réserve, autres actifs extérieurs...) : elles proviennent des opérations réalisées avec l'extérieur. Si les entrées sont supérieures aux sorties le solde est positif, cela signifie que les exportations sont supérieures aux importations et qu'il y a création de la monnaie fiduciaire par la banque centrale.
- **Créances nettes sur l'Administration centrale** : lorsque les dépenses de l'Etat sont supérieures à ses recettes, un déficit apparaît. Ce dernier est financé par l'emprunt. Soit par des avances de la BC, par des crédits auprès des banques ou bien auprès des autres agents économiques.
 - ✓ **Avances de la banque centrale** : la banque centrale crée la monnaie fiduciaire pour satisfaire les besoins du trésor ; elle va avoir sur lui une créance
 - ✓ **Crédits accordés par les banques** : le trésor émet des bons de trésor contre lesquels il reçoit de la monnaie ;
 - ✓ Aux entreprises et aux ménages qui peuvent avoir des dépôts auprès du trésor. C'est ce qu'on appelle dépôts auprès des comptes publics.
- **Créances des institutions de dépôts sur l'économie** (ou crédit bancaire au secteur non financier) : Ce sont des crédits distribués par les banques aux ménages et aux entreprises. Ces crédits donnent lieu à la création de la monnaie scripturale et leur remboursement entraîne une destruction de la monnaie.
- **Ressources à caractères non monétaires des institutions de dépôts**
- **Autres postes nets : (autres contreparties)**

Total des contreparties = créances nettes des ID sur les non-résidents + créances nettes des ID sur l'AC + créances sur l'économie – ressources à caractères non monétaires – autres postes nets

Le système financier :



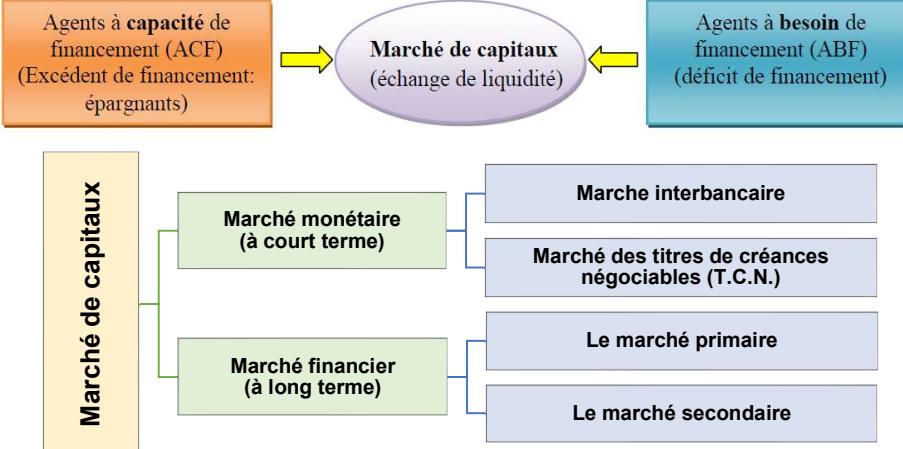
On distingue :

- **La finance indirecte** : des établissements financiers, en particulier les banques, jouent le rôle d'intermédiaires entre les agents qui ont de l'argent à placer et ceux qui veulent en obtenir.
- **La finance directe** : les épargnants fournissent des ressources directement aux agents qui en ont besoin en achetant des titres (actions, obligations) émis par ces agents.

La finance directe : marché des capitaux

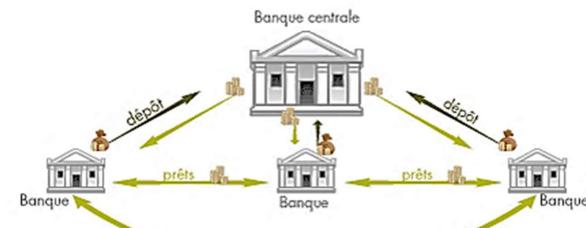
Le marché des capitaux permet la rencontre directe entre les agents économiques ayant un excédent de capitaux et les agents ayant des besoins de financement.

RESUMÉ DU PROGRAMME D'ECONOMIE GÉNÉRALE ET STATISTIQUE



Marché monétaire

Marché interbancaire : C'est un marché réservé aux banques : BAM et les banques commerciales (BP, BMCE, BMCI, SG ...) où elles s'échangent de l'argent à court terme contre des taux d'intérêts débiteurs.



Marché des titres de créances négociables : C'est un marché ouvert à tous les agents qui placent ou empruntent de la monnaie contre divers titres négociables et transmissibles, pour l'essentiel des bons du trésor, émis par l'Etat, des certificats de dépôt émis par les institutions financières ou des billets de trésorerie émis par les entreprises.

Marché financier

Marché primaire : C'est le lieu où les émetteurs d'actifs financiers proposent leurs titres à des investisseurs en échange de capitaux pour la première fois. Sur ce marché, une entreprise peut émettre deux principaux types de titres : Des actions (*), ou des obligations (*). Lorsqu'il s'agit d'actions, on parle d'augmentation de capital, voire d'introduction en Bourse et lorsqu'il s'agit d'obligations, on parle simplement d'émission.

Marché secondaire (La bourse de valeur de Casablanca : BVC) : Le marché secondaire est un marché dans lequel s'échangent les titres déjà émis sur le marché primaire. Il permet aux détenteurs de titres de pouvoir retrouver leurs liquidités ou d'opérer des changements dans la composition de leur portefeuille de titres.

Les intervenants :

- Les sociétés de la bourse (SDB)
- L'autorité marocaine du marché des capitaux (AMMP)
- Les organismes de placements collectifs des valeurs mobilières (OPCVM)

RESUMÉ DU PROGRAMME D'ECONOMIE GÉNÉRALE ET STATISTIQUE

Rôle du marché financier :

- Il permet de mobiliser l'épargne, de financer les entreprises à moindre coût permettant ainsi d'encourager les investissements, et partant de stimuler la croissance économique ;
- Il renforce la notoriété des entreprises ;
- Attirer les capitaux étrangers et améliorer l'entrée des devises.

Mesure de la performance des marchés boursiers

Les principaux indices boursiers sont :

- Le **MASI®** (Moroccan All Shares Index) flottant est un indice qui décrit l'évolution moyenne des cours de l'ensemble d'actions cotées sur la place boursière. Il permet de mesurer la performance globale du marché, c'est à dire l'évolution quotidienne de la capitalisation boursière flottante due aux variations de cours.

- Le **MSI 20** capte la performance des cours des entreprises les plus liquides cotées à la Bourse de Casablanca. Il est composé de 20 valeurs retenues parmi les 40 plus grandes capitalisations flottantes. Le MSI20 a remplacé le fameux MADEX est amené à devenir l'indice de référence de la Bourse de Casablanca aux côtés du MASI.

- **MASI ESG** : un indice boursier qui mesure la performance des cours des entreprises cotées en bourse (actuellement composé de 20 valeurs) ayant les meilleurs scores en matière de critères Environnementaux, Sociétaux et de Gouvernance (ESG).

- **MASI Mid and Small Cap** est un indice qui mesure la performance des moyennes et petites capitalisations cotées sur le marché central de la bourse

- **FTSE CSE Morocco all-Liquid Index** : Cet indice retrace la performance de toutes les valeurs liquides de la BVC.

- **FTSE CSE Morocco 15 Index** : Il se compose des 15 principales valeurs liquides de la bourse de Casablanca.

Objectifs et instruments de la politique monétaire

Notions et fondements théoriques de la politique monétaire

➤ Notion de la politique monétaire

La politique monétaire est l'ensemble des décisions prises par les autorités monétaires (BAM) pour agir sur la valeur de l'unité monétaire ainsi que le quantité de monnaie et circulation (masse monétaire)

➤ Théorie quantitative de la monnaie

La théorie quantitative de la monnaie $M^*V = P*T$ énoncé par les monétaristes stipule que toute augmentation de la quantité de monnaie en circulation plus que celle du PIB engendre une augmentation du niveau général des prix. Il faut donc contrôler l'évolution de la masse monétaire pour réaliser l'équilibre et stabiliser le niveau général des prix.



➤ Approche keynésienne

Pour les Keynésiens La politique monétaire est un instrument de régulation conjoncturelle. Des taux d'intérêt faibles favorisent l'investissement et donc la production. Selon Keynes, la monnaie joue un rôle actif dans l'économie, les crédits distribués par les banques permettent de financer la production et stimulent par conséquent l'activité économique.



Objectifs de la politique économique :

➤ Objectifs finals :

Les objectifs finals de la politique monétaire sont les objectifs du carré magique :

- La stabilité des prix (Maîtriser l'inflation) ;
- La croissance économique (Augmenter le taux de croissance économique),
- L'emploi (Baisser le taux de chômage),
- L'équilibre extérieur (Améliorer le solde de la balance des transactions courantes).

RESUMÉ DU PROGRAMME D'ECONOMIE GÉNÉRALE ET STATISTIQUE

Objectifs intermédiaires

La réalisation des objectifs finals de la politique monétaire passe par des objectifs intermédiaires, ils portent sur la quantité de la masse monétaire en circulation, le taux d'intérêt , et le taux de change.

Taux d'intérêt	Masse monétaire	Taux de change
Réduire/baisser le taux d'intérêt ; Maitrise du taux d'intérêt débiteur ; maintenir le taux interbancaire relativement bas ; La stimulation des crédits.	Augmenter la masse monétaire ; Contrôler l'évolution de la masse monétaire ; contrôler la croissance de la masse monétaire ; Réduction de la quantité de monnaie en circulation	Baisser le taux de change ; Augmenter le taux de change

Instruments de la politique monétaire :

➤ Instruments à objectifs internes :

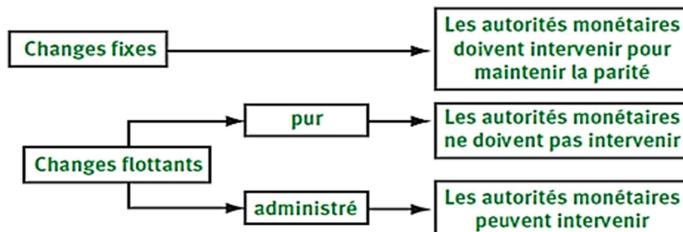
Déficit de liquidité ou sous-liquidité	Situation du marché monétaire	Excédent de liquidité ou surliquidité
↓ de la croissance économique ↑ du chômage	Effets éventuels négatifs sur la situation économique	↑ de l'inflation
Politique de relance/Expansive/Go	Nature de la politique monétaire à suivre par Bank Al-Maghrib	Politique de rigueur/Restrictive/Stop
Actions de la politique monétaire	Instruments de la politique monétaire	Actions de la politique monétaire
Baisser le taux de RO pour encourager les banques à distribuer plus de crédit	Réserves monétaires obligatoires (<i>liquidité bancaire</i>) taux actuel = 0%	Augmenter le taux de RO pour diminuer l'offre de crédit des banques
Baisser le taux directeur pour pousser les banques à s'emprunter auprès d'elle et à distribuer plus de crédit	Taux directeur Taux actuel = 3%	Augmenter le taux directeur pour décourager les banques à s'emprunter, ce qui diminue l'offre de crédit
Les avances à 7 jours Les avances à 24 heures	Avances, reprises et facilités de dépôts	Les reprises de liquidité à 7 jours Les facilités de dépôts à 24 heures
Achats de devises par BAM pour distribuer plus de liquidités	Swaps de change	Ventes de devises par BAM pour baisser les liquidités
Achat de TCN par BAM auprès des banques pour injecter plus de liquidités	L'Open Market	Vente de TCN par la BAM aux banques pour baisser les liquidités
Achat par BAM de pension livrées à très court terme auprès des banques	Pensions livrées	
Refinancement des banques par BAM pour les inciter à financer les PME	Prêts garantis	
Augmenter la liquidité des banques ; Augmenter la masse monétaire ; Réduire le taux d'intérêt.	Objectifs intermédiaires de la politique monétaire	Réduction / maitrise de la masse monétaire Augmenter /maîtriser les taux d'intérêts débiteurs
Stimuler la croissance économique Lutter contre le chômage	Objectifs finals de la politique monétaire	Maitrise de l'inflation Stabilité des prix

RESUMÉ DU PROGRAMME D'ECONOMIE GÉNÉRALE ET STATISTIQUE

➤ Instruments à objectifs externes :

Généralités :

- Le change : la conversion de la monnaie nationale en une monnaie étrangère
- la parité de la monnaie : le rapport de l'unité d'une monnaie à la monnaie étalon
- Le marché de change : lieu où se vendent et s'achètent les devises, la confrontation de l'offre et de la demande permet de déterminer le prix d'une devise par rapport à une autre.
- La convertibilité : c'est-à-dire la garantie donnée par les autorités monétaires que l'on peut échanger de la monnaie nationale contre une autre.
- Les régimes de change :



Actions à objectifs externes

- En situation de change fixe (dévaluation et réévaluation de la monnaie nationale)

En régime de change fixe, le taux de change de la monnaie nationale par rapport aux devises étrangères est fixé par les autorités monétaires.

La dévaluation est une diminution de la valeur de la monnaie nationale par rapport à un étalon de référence

La réévaluation est une augmentation de la valeur de la monnaie nationale par rapport à un étalon de référence

- En situation de change flottant (appreciation et dépréciation de la monnaie nationale)

Dans le régime de change flottant, c'est la loi de l'offre et de la demande qui détermine la valeur de la monnaie nationale par rapport aux devises étrangères.

En cas de diminution de la valeur de la monnaie on parle d'une dépréciation de la monnaie

En cas d'augmentation de la valeur de la monnaie on parle d'une appréciation de la monnaie

	Causes		Conséquences	
	Avantages	Inconvénients		
Dévaluation / Dépréciation	<ul style="list-style-type: none"> • Déficit de la balance des transactions courantes • Niveau excessif des capitaux • Sortie massive des capitaux • Spéculation sur la monnaie nationale 	<ul style="list-style-type: none"> • Encourager les exportations • Freiner les importations • Réduire le déficit de la balance des transactions courantes • Relancer l'investissement et le tourisme 	<ul style="list-style-type: none"> • Le service de la dette extérieure devient lourd • Risque d'inflation importée • Difficultés à importer des biens indispensables 	

RESUMÉ DU PROGRAMME D'ECONOMIE GÉNÉRALE ET STATISTIQUE

Réévaluation / Appréciation	<ul style="list-style-type: none"> • Excédent durable de la balance des transactions courantes • L'arrivée massive des capitaux flottants 	<ul style="list-style-type: none"> • Les importations deviennent moins chères • Le service de la dette extérieure devient moins onéreux 	<ul style="list-style-type: none"> • Freinage des exportations et du tourisme • Aggravation du déficit de la balance des transactions courantes
------------------------------------	---	---	---

Situation	Instruments	Objectif intermédiaire	Objectif final
Situation d'inflation importée	Dévaluation / Dépréciation	Baisse du taux de change	Améliorer le solde de la balance des transactions courantes ($\uparrow X$ et $\downarrow M$)
Situation du déficit du compte de transactions courantes (Importations > Exportations)	Réévaluation / Appréciation	\uparrow du taux de change	Baisse de l'inflation importée

(*) **Le compte des transactions courantes** représente les échanges de produits (biens et services) et de revenus (primaires et secondaires) entre les agents résidents et non-résidents.



FICHE N°5 : LES INSTRUMENTS DE L'INTERVENTION DE L'ETAT LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE

Le budget :

► Évolution de la conception du budget

Conception libérale	Conception keynésienne
Le budget est un simple document administratif et comptable, par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses annuelles de l'Etat. Il est qualifié de neutre et d'équilibré (Recettes = Dépenses).	Le budget doit être utilisé comme instrument de la politique économique pour réguler la conjoncture. Pour J. M. Keynes le déficit budgétaire peut stimuler la croissance économique et l'emploi.

Effet multiplicateur, effet accélérateur :

Dans le cadre d'une politique budgétaire active (keynésienne) l'effet multiplicateur et l'effet accélérateur sont appelés à jouer pour engendrer des corrections aux déséquilibres du marché.

Effet multiplicateur : \nearrow investissement $\Rightarrow \nearrow$ demande des biens d'équipement $\Rightarrow \nearrow$ production $\Rightarrow \nearrow$ revenu $\Rightarrow \nearrow$ demande de biens de consommation $\Rightarrow \nearrow$ production $\Rightarrow \nearrow$ revenu $\Rightarrow \nearrow$ de la demande...

Effet accélérateur : \nearrow revenu $\Rightarrow \nearrow$ de la demande $\Rightarrow \nearrow$ production $\Rightarrow \nearrow$ investissement

RESUMÉ DU PROGRAMME D'ECONOMIE GÉNÉRALE ET STATISTIQUE

► Étude de la loi de finance initiale (cas du Maroc)

➤ Composition de la loi de finance



❖ **Le budget général**: comporte trois parties : les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires et les dépenses d'investissement.

Recettes ordinaires	Recettes fiscales	Il s'agit principalement de l'IR, l'IS, la TVA, les droits de douane et droits d'enregistrement et de timbre.
	Recettes non fiscales	Il s'agit principalement des recettes de propriété de l'Etat, des recettes des privatisations, des produits de monopole de l'Etat et des dons et legs
Dépenses ordinaires	Dépenses de fonctionnement	Il s'agit principalement des dépenses de personnel, dépenses de matériel des administrations publiques, les charges de compensation ainsi que la contribution patronale de l'Etat à la CMR ...
	Dépenses en intérêts et commissions se rapportant à la dette publique	
Dépenses d'investissement	Dépenses d'infrastructures : routes, autoroutes, aéroport, lycée, hôpitaux, universités...	

❖ **Les Services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA)**: Il s'agit des services de l'Etat qui n'ont pas la personnalité morale mais qui sont dotés d'une certaine autonomie financière.

❖ **Les comptes spéciaux du Trésor**: Ses comptes sont tenus chez le Trésor public afin de permettre à l'Etat effectuer des opérations provisoires ou exceptionnelles.

➤ Calculs des soldes :

• Solde ordinaire du budget général (SO_{BG}):

$$SO_{BG} = \text{Ressources budgétaires ordinaires} - \text{Dépenses budgétaires ordinaires}$$

Remarque :

Le calcul du solde ordinaire du budget général peut présenter trois situations

- $SO_{BG} > 0$: cela signifie qu'on a un excédent ordinaire. On parle dans ce cas d'une **épargne publique**.

- $SO_{BG} < 0$: cela signifie qu'on a un déficit ordinaire **désépargne publique**.

- $SO_{BG} = 0$: cela signifie qu'on a un équilibre ordinaire (les dépenses budgétaires ordinaires sont exactement couvertes par des ressources budgétaires ordinaires).

• Solde du budget général (hors produits des emprunts et hors amortissement de la dette publique à moyen et à long terme) : SBG_{HEA}

$$SBG_{HEA} = SO_{BG} - \text{dépenses d'investissement du budget général}$$

Remarque : Ici également, on peut rencontrer trois situations :

- $SBG_{HEA} > 0$; cela signifie qu'on a un excédent budgétaire ;

- $SBG_{HEA} < 0$; cela signifie qu'on a un déficit budgétaire ;

- $SBG_{HEA} = 0$; cela signifie qu'on a un équilibre budgétaire.

• Solde du budget de l'Etat (hors produits des emprunts et hors amortissement de la dette publique à moyen et long termes) : SBE_{HEA}

RESUMÉ DU PROGRAMME D'ECONOMIE GÉNÉRALE ET STATISTIQUE

$$SBE_{HEA} = SBG_{HEA} + \text{Solde des SEGMA} + \text{Solde des CST}$$

Avec :

** Solde des SEGMA = Recettes des budgets des SEGMA - Dépenses des budgets des SEGMA ;

** Solde des CST = Recettes des CST - Dépenses des CST

• Besoins bruts de financement du budget de l'Etat (BBF du BE) :

$$BBF_{du\ BE} = SBE_{HEA} - \text{Amortissement de la dette publique à moyen et long termes}$$

• Besoins résiduels de financement du budget de l'Etat (BRF du BE) :

$$BRF_{du\ BE} = BBF_{du\ BE} + \text{Recettes d'emprunts à moyen et long termes}$$

La régulation par le budget

► Définition de la politiques budgétaire :

La politique budgétaire est une politique économique conjoncturelle. Elle consiste en la manipulation des dépenses publiques et des recettes publiques pour corriger les déséquilibres économiques.

Politique budgétaire	Politique de relance / expansionniste (ou politique go)	Politique de rigueur / restrictive (ou politique stop)
Contexte économique	Économie caractérisé par une récession économique (chômage et une faiblesse de la demande globale)	Économie en expansion caractérisée par une inflation et un déficit extérieur important.
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> Relance de l'économie : à travers une dynamisation de la demande afin de faire repartir la machine économique Lutte contre le chômage : l'état crée plus de postes de travail et prend des mesures encourageant le secteur privé à créer plus d'emplois. 	<ul style="list-style-type: none"> Réduction de déficit budgétaire : l'état peut mener une politique d'austérité. Stabilité des prix : l'état mène une politique de stabilisation ou de déflation qui vise à limiter les hausses des prix voire même leur diminution
Actions	<ul style="list-style-type: none"> Par les recettes : (baisse des recettes) Baisse des impôts sur le revenu et sur les sociétés, baisse des taux d'intérêt qui permettra une augmentation de la consommation et de l'investissement (la demande) ensuite de l'offre pour résoudre enfin le problème de chômage. Par les dépenses : (housse des dépenses) Augmentation des salaires, des embauches et des investissements publics pour augmenter la demande, l'offre et l'emploi 	<ul style="list-style-type: none"> Par les recettes : (housse des recettes) Augmentation des impôts et des taux d'intérêt afin de démunir la demande qui est source d'inflation Par les dépenses : (baisse de dépenses) Réduire les dépenses (gel des salaires, baisse des investissements publics) pour participer à la baisse de la demande et maîtriser l'inflation en plus de la réduction du déficit budgétaire
Conséquences	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation des dépenses et baisse des recettes donc apparition d'un déficit budgétaire ; Hausse de la demande globale et dynamisation de l'économie (effets multiplicateur et accélérateur), Création d'emploi et baisse du chômage 	<ul style="list-style-type: none"> Les dépenses diminuent les recettes augmentent et apparition d'un excédent budgétaire ; Baisse de la demande globale et retour à l'équilibre ; Maitrise de l'inflation
Limites	<ul style="list-style-type: none"> Le risque d'inflation: Si le déficit budgétaire est financé par la création monétaire alors il y aura un risque d'inflation (par la monnaie) La contrainte extérieure : Une politique de relance augmente la consommation qui peut porter sur les produits importés et profite donc aux pays étrangers, ce qui risque d'aggraver le déficit de la balance commerciale, au lieu de relancer la croissance et l'emploi. L'effet d'évitement : Si le déficit budgétaire est financé par des emprunts auprès des agents économiques il y aura donc déplacement des ressources de l'épargne disponibles vers le secteur public au 	<ul style="list-style-type: none"> Ralentissement de la croissance économique et aggravation du chômage : La diminution des dépenses d'investissement et de fonctionnement de l'Etat va priver l'économie de plusieurs revenus pour relancer la demande et activer la croissance, c'est à moins de création d'emploi et donc plus de chômage. La pression fiscale : Les recettes fiscales constituent la principale ressource budgétaire de l'Etat ce qui montre que l'impôt reste l'instrument privilégié de l'Etat pour le financement de ses dépenses. Par conséquent on

RESUMÉ DU PROGRAMME D'ECONOMIE GÉNÉRALE ET STATISTIQUE

	<p>détriment du secteur privé ce qui provoque une augmentation du taux d'intérêt et cela peut entraîner une baisse de l'investissement privé ce qui freiner l'effet de relance impulsé par la politique budgétaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> L'effet boule de neige : Si le déficit est financé par la dette, plusieurs années de déficits budgétaires peuvent conduire à une accumulation de la dette publique. Un risque important apparaît alors, c'est celui d'un « effet de boule de neige » de la dette : ainsi une dette importante implique le versement d'intérêts importants, qui constituent des charges c-à-d une dépense du budget ce qui va aggraver le déficit et conduit à un nouvel endettement public qui à son tour conduira à un niveau d'intérêts encore plus importants et ainsi de suite. 	<p>risque d'augmenter la pression fiscale, ce qui va favoriser le secteur informel et les comportements d'évitement car les agents ne vont pas accepter de payer l'impôt:</p> $\text{Pression fiscale} = (\text{Recettes fiscales} / \text{PIB}) \times 100$
--	--	--

3ÈME PARTIE : LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS

FICHE N°6 : FONDEMENTS THÉORIQUES, MESURE ET ANALYSE DES ÉCHANGES EXTÉRIEURS

Les fondements théoriques :

	Le protectionnisme	Le Libre-échange
Définition	<p>Doctrine et politique économiques qui reposent sur l'application de mesures visant à favoriser les activités nationales et pénaliser la concurrence étrangère.</p>	<p>Doctrine économique encourage la liberté de circulation de tous les biens économiques (produits, services, capitaux, monnaie) entre les pays sans barrières tarifaires ou non tarifaires.</p>
Les formes ou les mesures du protectionnisme	<ul style="list-style-type: none"> Les barrières tarifaires : consistent à appliquer aux produits étrangers pénétrant sur le marché national des <u>droits de douanes importants</u> Les barrières non tarifaires : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Les contingents (quantité limitée d'importations), ✓ Les barrières techniques (« normes » de qualité exigée) ✓ Les barrières administratives (formalités administratives difficiles) ✓ Les subventions à l'exportation (verser par l'Etat pour favoriser les exportations). Le protectionnisme monétaire (ou dumping monétaire) : consiste à dévaluer la monnaie nationale pour favoriser les exportations et limiter les importations 	<p>Dans le libre-échange. Les barrières tarifaires et non tarifaires ; soient qu'elles sont totalement supprimées ; soient qu'elles sont appliquées mais à des niveaux très faibles pour assurer une libre circulation des biens, services et des capitaux entre les pays.</p>

RESUMÉ DU PROGRAMME D'ECONOMIE GÉNÉRALE ET STATISTIQUE

Fondement théorique	Auteur : F- List <p>Est pour l'idée du protectionnisme car la mise en place de mesures protectionnistes par un pays permet de développer une industrie « <u>naissante</u> » qui n'a pas encore les moyens pour faire face à la concurrence des autres pays industrialisés.</p>	Auteur : Adam Smith <u>Théorie</u> : la théorie des avantages absolus Un pays a intérêt à se spécialiser dans la production des biens pour lesquels ses coûts de fabrication <u>sont les plus faibles</u> qu'à l'étranger et importer ceux pour lesquels ses coûts sont les plus élevés. Auteur : David Ricardo <u>Théorie</u> : La théorie des avantages relatifs ou comparatifs Quand un pays dispose de <u>plusieurs avantages absolus</u> , il doit se spécialiser là où son avantage est comparativement <u>le plus grand</u> , et quand un pays ne dispose d' <u>aucun avantage absolu</u> , il doit se spécialiser là où son <u>désavantage est comparativement le plus petit</u> .
Avantages	<ul style="list-style-type: none"> • Protéger et développer les industries naissantes ; • Eviter la dépendance vis-à-vis de l'extérieur • Développer la production locale et le produit du terroir 	<ul style="list-style-type: none"> • Incitation à l'innovation, à la réduction des coûts du fait de la concurrence • Nouveaux marché et clientèle à l'étranger •
Limites	<ul style="list-style-type: none"> • Perte de bien être chez les consommateurs • Manque d'innovation et de créativité à cause de l'absence de la concurrence étrangère 	<ul style="list-style-type: none"> • Risques de ralentissement de la croissance (car les importations ne sont pas prises dans le PIB marocain) • Risque de dépendance

Mesure et analyse des échanges extérieurs (La balance des paiements) :

► Définition de la balance des paiements

c'est un document statistique qui enregistre pour une période l'ensemble des flux économiques et financiers entre les agents résidents et les agents non-résidents.

	Crédit	Débit
1. Compte des transactions courantes		
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Biens ▪ Services ▪ Revenu primaire ▪ Revenu secondaire 		Exportations Exportations Reçus Reçus Importations Importations Versés Versés
2. Compte capital		
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cessions d'actifs non financiers non produits (brevets, marques...) ▪ Transfert en capital (remises de dettes...) 		
3. Compte financier		
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Investissements directs ▪ Investissements de portefeuille ▪ Instruments financiers dérivés ▪ Autres investissements ▪ Avoir de réserve ▪ 	Acquisition nette d'avoirs	Accroissement net des engagements
4. Erreurs et omissions		

RESUMÉ DU PROGRAMME D'ECONOMIE GÉNÉRALE ET STATISTIQUE

La balance de paiement se compose de 3 grandes balances

❖ **La balance des transactions courantes** : qui contient 2 balances :

⇒ **La balance commerciale** : est un document qui regroupe les flux des exportations et des importations entre le Maroc et le reste du monde. Dans cette balance les exportations et les importations sont évaluées comme suit :

- ✓ **Les exportations de marchandises** sont souvent comptabilisées à une valeur FOB (Free on board), c'est-à-dire à la valeur du produit à sa sortie de l'usine majorés des coûts de transport jusqu'à la frontière du pays exportateur.
- ✓ **Les importations de marchandises** sont en général comptabilisées CAF (Coût assurance fret), c'est-à-dire le prix du bien majoré des frais de transport et d'assurance jusqu'à la frontière du pays importateur
- ⇒ **La balance des invisibles** : Elle comprend :
 - ✓ **Les services** : ce poste regroupe les échanges de transport, voyages, services de communication, service d'assurance, redevances et droits de licence, autres services aux entreprises et services fournis ou reçus par les administrations publiques.
 - ✓ **Les revenus primaires** : ce poste contient les revenus des investissements privés et revenus des investissements et des emprunts publics ;(Salaires, intérêts, dividendes, loyer)
 - ✓ **Les revenus secondaires** : il peut s'agir des transferts publics (aides économiques et financières) ou privés (transferts de salaires effectués par les personnes travaillant à l'étranger en faveur des familles restées dans le pays d'origine).
- ❖ **Le compte de capital** : Pour la présentation marocaine, il s'agit uniquement des opérations en capital : transferts effectués par les migrants au titre des départs définitifs et les remises de dettes au profit du secteur public.
- ❖ **Le compte financier** : Ce compte enregistre les opérations d'investissements directs y compris les bénéfices réinvestis, les investissements de portefeuille (titres de participation, titres de créance) et les autres investissements (crédits commerciaux et prêts à court et à long terme).

Indicateurs descriptifs :

Eléments	Formule	Lecture
Le solde des biens (Solde de la balance commercial)	= Exportation de biens – importation de biens	Au Maroc en 2024 Le déficit de la balance commerciale s'élève à ... Mdhs
Le solde de la balance des services	= Exportation de services – importation de services	Au Maroc en 2024 L'excédent de la balance des services s'élève à ... Mdhs
Le solde du revenu primaire	= Revenu primaire reçu de l'extérieur – revenu primaire versé à l'extérieur	Au Maroc en 2024 Le déficit des revenus primaires nets reçu de l'extérieur s'élève à mdhs
Le solde du revenu de transfert	= Transfert reçu de l'extérieur – transfert versé à l'extérieur	Au Maroc en 2024 L'excédent des revenus secondaires nets reçu de l'extérieur s'élève àmdhs
Le solde des transactions courantes	=Solde des biens +solde des services + solde des revenus Prim. + solde des revenus de Transfert	Au Maroc en 2024 Le déficit du solde de la balance des transactions courantes s'élève àMdhs
Le taux de Couverture	Taux de couverture = $\frac{\text{Exportations}}{\text{Importations}} \times 100$	Au Maroc en 2024 les exportations de biens ne couvert qu'une partie de% des importations

RESUMÉ DU PROGRAMME D'ECONOMIE GÉNÉRALE ET STATISTIQUE

Indicateurs analytiques :

Les termes de l'échange

Termes de l'échange réel (TER)	Prix moyen de la tonne exportée	
	Termes de l'échange réel =	X 100 Prix moyen de la tonne importée
3 cas sont envisageables :		
<ul style="list-style-type: none"> - TER = 100 : le pays achète à l'étranger aussi cher qu'il lui vend. c'est un échange équitable - TER > 100 : le pays exporte à l'étranger plus chers que les produits importés. - TER < 100 : le pays exporte à l'étranger des produits moins chers que les produits importés 		
Termes de l'échange nets (TEN)	Indice des prix à l'exportation	
	Termes de l'échange nets =	X100 Indice des prix à l'importation
3 cas sont envisageables :		
<ul style="list-style-type: none"> ✓ TEN = 100 : l'évolution des prix à l'exportation est équivalente à celle des importations ✓ TEN > 100 : On tend à vendre à l'étranger plus cher qu'on lui achète, il y a une amélioration des termes de l'échange. ✓ TEN < 100 : on tend à vendre à l'étranger moins cher qu'on ne lui achète. Il ya dégradation des termes de l'échange 		

RESUMÉ DU PROGRAMME D'ECONOMIE GÉNÉRALE ET STATISTIQUE

FICHE N°7 : L'OUVERTURE DE L'ECONOMIE

Types d'unions régionales

Zone de libre-échange	Accord entre pays qui supprime ou réduit les obstacles tarifaires et non tarifaires qui freinent les échanges entre les pays de la zone. Chaque pays conserve ses propres tarifs douaniers vis-à-vis des pays qui n'appartiennent pas à la zone <i>Ex: ALENA (Accord de libre Echange Nord-Américain usa, canada, mexique)</i>
Union douanière	Ce sont des zones de libre-échange avec, en plus, une politique extérieure commune ou un <u>tarif extérieur commun</u> .
Le marché commun	Est l'espace "sans frontières" au sein duquel les biens, les personnes, les services et les capitaux doivent pouvoir circuler librement
L'union économique	Est un ensemble de pays dont les membres ont harmonisé leurs différentes politiques économiques et fiscales.
Union économique et monétaire	L'union économique et monétaire prévoit, elle, l'adoption <u>d'une monnaie commune et la convergence des économies</u> . C'est le choix de l'Union européenne en 1992 à Maastricht.

Institution de régulation des échanges internationaux : L'OMC

Les principes de l'OMC :

- Un commerce sans discrimination
 - Égalité de traitement pour les autres.
 - Traitement national : égalité de traitement pour les étrangers et les nationaux.
- Libéralisation du commerce progressive et par voie de négociation
- Encourager le développement et les réformes économiques
- Résolution des conflits internationaux entre les pays en commerce

Analyse à travers : Le taux de couverture, le taux d'ouverture et le taux (degré) de pénétration.

$$\text{Degré (ou taux) d'ouverture} = \frac{(\text{Exportations}_\text{bs} + \text{Importations}_\text{bs}) / 2}{\text{PIB}} \times 100$$

Lecture : Les échanges extérieurs représentent % du PIB en 2024

$$\text{Taux de pénétration} = \frac{\text{Importations}_\text{bs}}{\text{Marché intérieur}} \times 100$$

Avec Marché intérieur = PIB + Importations - Exportations

Lecture : En 2024, % du marché intérieur marocain est servi par les produits importés.
Ou les importations couvrent% du marché intérieur marocain

$$\text{Taux (ou effort) d'exportation} = \frac{\text{Exportations}_\text{bs}}{\text{PIB}} \times 100$$

Lecture : Au Maroc en 2024, Les exportations représente ... % de la richesse créée par l'économie.

RESUMÉ DU PROGRAMME D'ECONOMIE GÉNÉRALE ET STATISTIQUE

Remarque importante :

Pour le calcul du taux d'ouverture, taux de pénétration et l'effort à l'exportation, on prend en compte des exportations et les importations des biens et services

Accords de libre-échange :

Nom de l'Accord	Les parties contractantes	Champ d'application
Accord de libre-échange Maroc - Etats de l'Association Européenne de Libre-Echange (AELE) Entrée en vigueur : 01/03/2000	Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse	La libre circulation des marchandises
UE : Accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part dit « Accord d'Association » Entrée en vigueur : 01/03/2000	UE	<ul style="list-style-type: none"> - Le dialogue politique - La libre circulation des marchandises - La coopération économique ; - La coopération sociale et culturelle - La coopération financière
Accord de libre-échange Maroc - Etats-Unis d'Amérique Entrée en vigueur : 01/01/2006	Etats-Unis	<ul style="list-style-type: none"> - Le commerce des marchandises et des services. - Les marchés publics, l'investissement - Les aspects liés à la protection de la propriété intellectuelle, à l'environnement et au travail.
Accord de libre-échange Maroc - Turquie Entrée en vigueur : 01/01/2006	Turquie	<ul style="list-style-type: none"> - Commerce des biens. - Prévoir la libéralisation progressive des échanges agricoles - Prévoir la libéralisation du commerce des services et le droit d'établissement.
Accord d'Agadir Entrée en vigueur : 27/03/2007	Maroc, l'Egypte, la Tunisie et la Jordanie	<ul style="list-style-type: none"> - Instauration, d'une zone de libre échange - Dynamisation des échanges commerciaux - Coordination des politiques économiques globales et sectorielles des pays membres, en particulier dans les domaines du commerce extérieur, de l'agriculture, de l'industrie, des finances, de la fiscalité, des services et des douanes. - Harmonisation des législations des pays membres en matière économique.

RESUMÉ DU PROGRAMME D'ECONOMIE GÉNÉRALE ET STATISTIQUE

Avantages et limites de l'ouverture de l'économie

Avantages de l'ouverture	Inconvénients de l'ouverture
<ul style="list-style-type: none"> - Accéder un marché très large qui permet de réaliser des économies d'échelle - Transfert de technologie - Augmentation des IDE - Augmentation de la production et création d'emploi - Entrées de devises et capitaux - Barrière moins lourdes 	<ul style="list-style-type: none"> - Concurrence étrangère pour les PME et les industries naissantes - Exigence qualité des produits - Destruction d'emploi en raison de la concurrence - Aggravation du déficit commercial - Dépendance aux IDE - Baisse des recettes fiscales

Handicaps et solutions au CE marocain

Handicaps du commerce extérieur marocain	Solutions à envisager
<ul style="list-style-type: none"> - La concentration des échanges avec l'UE, ce qui accentue la dépendance du Maroc vis-à-vis de ce partenaire de taille ; - La gamme des produits exportés est peu diversifiée et à faible valeur ajoutée ; - Détérioration des termes de l'échange - Les accords de libre-échange sont moins bénéfiques : le Maroc est déficitaire vis-à-vis de ces partenaires ; - L'importance de la facture énergétique et alimentaire. - Faible part dans le commerce mondial 	<ul style="list-style-type: none"> - La promotion des exportations - La dynamisation des accords de libre-échange - Identification des activités et des marchés prioritaires - L'engagement des pouvoirs publics dans le renforcement de la compétitivité de l'économie marocaine - Améliorer la compétitivité en encourageant la recherche scientifique et la formation pour augmenter la productivité

FICHE N°8 : AJUSTEMENT LINÉAIRE PAR LA MÉTHODE DES MOINDRES CARRÉS :

Détermination de l'équation de la droite

Le but étant de trouver la droite d'ajustement linéaire sous la forme suivante :

$$y = ax + b$$

Les coefficients a et b de cette droite sont donnés par (n étant le nombre d'observations) :

$$\left\{ \begin{array}{l} a = \frac{\sum x_i y_i - n \bar{x} \bar{y}}{\sum x_i^2 - n \bar{x}^2} \text{ (formule développée)} \quad \text{ou bien} \quad a = \frac{\sum (x_i - \bar{x})(y_i - \bar{y})}{\sum (x_i - \bar{x})^2} \text{ (formule des écarts)} \\ b = \bar{y} - a \bar{x} \end{array} \right.$$

Avec : $\bar{x} = \frac{\sum x_i}{n}$; $\bar{y} = \frac{\sum y_i}{n}$ (les moyennes arithmétiques des variables x et y).

RESUMÉ DU PROGRAMME D'ECONOMIE GÉNÉRALE ET STATISTIQUE

FICHE N°9 : MÉTHODOLOGIE DE LA QUESTION DE SYNTHESE

Introduction

- **Définition du concept clé** : il s'agit de définir les mots-clés contenus dans le sujet, c'est à dire les concepts et le vocabulaire technique
- **Accroche** : phrase d'appel, amener le sujet et montrer son intérêt grâce à des généralités, des rapports avec l'actualité, une citation ou un questionnement
- **Problématique** : Elle est élaborée sur la base des questions demandées au niveau de la synthèse
- **Annonce du plan** : présentation des parties du développement et de leur contenu

Développement

- **Classez** les idées et les regroupez dans des parties contenantes elles-mêmes des sous parties, avec transitions ;
- **Argumentez**, sur la base des documents disponibles (utilisé tous les documents, voire les graphiques, schémas, tableaux...) et connaissances acquises.
- **Evitez** la rédaction sous forme de tirets

Conclusion

- **Récapitulation** du thème traité ;
- **Elargissement ou ouverture** ;